

Le Président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

## ARRÊTÉ

N° A-66-2023

### Finances

Budget annexe

SPANC

Exercice 2023 – Arrêté de  
 virement de crédits n°1

**Vu** le Code Général des Collectivités,

**Vu** l'arrêté inter préfectoral DRCL/BCLI/2016-88 portant création de la communauté de Communes Roumois Seine, modifié ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral DCL/BCLI/2021-24 du 24 juin 2021 portant modification des statuts de la communauté de commune Roumois Seine ;

**Vu** la délibération N° CC/DG/147-2023, portant élection du président de la Communauté de Communes Roumois Seine ;

**Vu** l'instruction budgétaire M49 relative aux opérations budgétaires et comptables des communes et de leurs établissements publics ;

**Considérant** la nécessité de répartir les crédits différemment sur les chapitres 011 et 65 vous trouverez ci-joint les différents virements de crédits n°1 concernant le budget annexe Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) ;

**Considérant** le virement de crédit mis en annexe ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** Il est procédé à un virement de crédits, conformément à l'annexe, en section de fonctionnement du budget annexe « Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) » pour l'exercice 2023 :

- VC n° 1 mouvements pour l'ensemble du budget annexe « Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) » :

*Ouvert : 14 335,64 €*

*Réduit : 14 335,64 €*

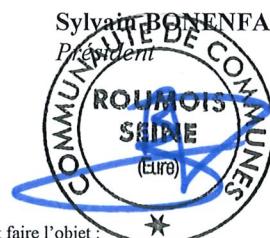
*Solde : 0,00 €*

**Article 2 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera transmis à la préfecture d'Evreux. Il fera l'objet d'une publication par voie d'affichage et d'une insertion dans le recueil des actes administratifs.

Fait le 27/12/2023

A Bourg Achard

Sylvain BONENFANT  
*Président*



Le présent acte, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-etc-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA)

- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Access-etc-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : [grefte.ta-rouen@juradm.fr](mailto:grefte.ta-rouen@juradm.fr) site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen